

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 18 mars 2016 26^{ème} séance)

Délibération n° COM 2016-03-02/11

OBJET : Installation d'un nouveau conseiller communautaire et modification de la composition des commissions thématiques « Affaires budgétaires, financières et fiscalité » et « Protection et mise en valeur de l'Environnement, Energie et Développement Durable »

L'an deux mille seize, le dix-huit Mars à 19h07, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de l'Anse-Bertrand sous la Présidence de Madame Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-quatre (24)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, Mme ARMOUGON Betty, M. ATAM-KASSIGADOU, M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DELTA Edouard, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme LORMEL épouse ARPHIXAD Marcienne, Mme LAUG Caroll, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme OUJAGIR Nadia, Mme RAMASSAMY Yvelle, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

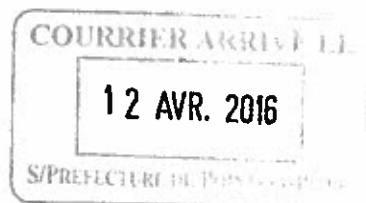
M. BERNARD Jean-Luc à M. ARTHEIN Victor
Mme JASMIN Victoire à M. FRANCFORT Philipson

CONSEILLERS EXCUSES : Deux (2)

M. DARTRON Jean, M. LOMBION Jean-Claude

CONSEILLERS ABSENTS : Huit (8)

M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MEKEL Alexina, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz, Mme SERMANSON Sylvia,



A été élu secrétaire de séance : M. FRANCFORT Philipson.

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 2121-4 et L. 5211-1 ;

Vu le Code électoral, notamment son article L. 273-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu la délibération n° COM 2014-07-05/60, du 28 juillet 2014 portant désignation des membres des commissions thématiques et abrogation partielle de la délibération n° COM 2014-05-03/35 du 16 mai 2014 ;

Vu la délibération n° COM 2014-05-03/35, du 16 mai 2014 portant création des commissions thématiques et désignation de leurs membres ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu le courrier de démission de Madame ALPHONSE Epouse TANCONS du 16 février 2016 ;

Considérant que selon les dispositions de l'article L. 2121-4 du CGCT, la démission de Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane de son mandat de conseiller municipal de Port-Louis est « *definitive des sa réception par le Maire* » de cette commune, soit en l'occurrence le 16 février 2016.

Considérant que cette démission a entraîné *de facto et de jure*, celle de son mandat de conseiller communautaire.

Considérant que dès lors, le siège de conseiller communautaire qu'occupait Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane est devenu vacant à compter du 16 février 2016.

Considérant que par envoi du 04 mars 2016, Monsieur le Préfet de Région en a été informé.

Considérant que par courrier du 04 mars 2016, la Présidente de la CANGT a pris acte de cette démission et a demandé au Maire de Port-Louis, le nom, la date de naissance et les coordonnées de l'élu, candidat du même sexe, élu conseiller municipal, suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire sur laquelle le conseiller à remplacer a été élu.

Considérant que le Maire de Port-Louis a indiqué que la personne répondant aux conditions précitées est Mme RAMASSAMY Yvelle.

Considérant que Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane a démissionné de ses mandats de conseillers municipal et communautaire et que Mme RAMASSAMY Yvelle l'a remplacé en tant que conseiller communautaire.

Considérant qu'il a été proposé que le nouveau conseiller communautaire remplace le conseiller démissionnaire en tant que membre des commissions thématiques suivantes : « Affaires budgétaires, financières et fiscalité » et « protection et la mise en valeur de l'environnement, de l'Energie et du développement durable ».

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, à l'unanimité :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

DECIDE

ARTICLE 1: D'installer Mme RAMASSAMY Yvelle dans ses fonctions de conseiller communautaire.

ARTICLE 2: De désigner Mme RAMASSAMY Yvelle en tant que membre des commissions thématiques « *affaires budgétaires, financières et fiscalité* » et « *protection de la mise en valeur de l'environnement, de l'énergie et du développement durable* », en lieu et place de Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane.

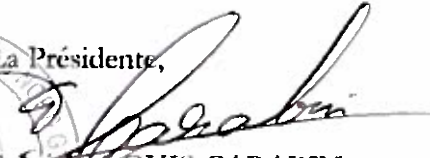
ARTICLE 3: De maintenir les autres désignations et la composition des commissions thématiques comme indiqué dans la délibération n° COM 2014-07-05/60, du 28 juillet 2014.


ARTICLE 4: De modifier en conséquence la délibération n° COM 2014-07-05/60, du 28 juillet 2014

ARTICLE 5: La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

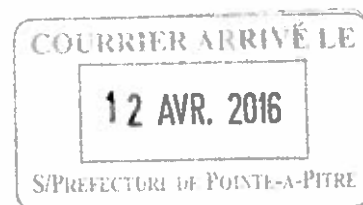
Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, de Le Moule, Morne-à-L'Eau, Petit Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

